

L'ALÉA DANS LES CONTRATS

L'aléa est un mot emprunté du latin *alea*, qui signifie « dé, jeu de dés, hasard, chance ». Il peut être défini comme le hasard favorable ou, plus souvent, défavorable ou l'incertitude due au hasard d'après le dictionnaire de l'Académie Française.

Le terme aléa est utilisé dans de nombreux domaines : on parle d'aléa thérapeutique, d'aléa sismique, d'aléa moral, d'aléa technologique...

D'après le dictionnaire Cornu, l'aléa est « *un élément de hasard, d'incertitude qui introduit dans l'économie d'une opération, une chance de gain ou de perte pour les intéressés et qui est de l'essence de certains contrats.* » Il peut également concerner l'événement de réalisation ou de date incertaine.

L'aléa permet par exemple en droit de distinguer l'obligation de moyens de l'obligation de résultat. Lorsque l'obligation est de moyen : le débiteur s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour faire en sorte que le résultat soit obtenu, lorsque l'obligation est de résultat le débiteur s'engage à ce que le résultat soit obtenu.

Cette distinction a été systématisée par Demogue dans fin années 20, jusqu'à lors prédominait l'article 1147 sans qu'on évoque l'article 1137.

Ainsi, lorsque l'activité visée par le contrat recèle d'un aléa, il est logique que le débiteur ne puisse pas être tenu au résultat lui-même puisqu'il est incertain. L'obligation est alors une obligation de moyens.

L'aléa est également utilisé pour distinguer les contrats commutatifs des contrats aléatoires. La définition de ces derniers est envisagée non seulement à l'article 1104 mais également à l'article 1964.

I Une définition imprécise de l'aléa dans les contrats

A Une définition imprécise de l'aléa par les textes

Le Code civil consacre alors un titre entier aux contrats aléatoires. Il s'agit du Titre XI, du Livre III qui traite des différentes manières dont on acquiert la propriété.

La question est difficile d'autant qu'il existe dans le code civil deux définitions du contrat aléatoire qui ne sont pas identiques.

L'article 1104 du code civil dispose en effet que le contrat est « *Il est commutatif lorsque chacune des parties s'engage à donner ou à faire une chose qui est regardée comme l'équivalent de ce qu'on lui donne, ou de ce qu'on fait pour elle.*

Lorsque l'équivalent consiste dans la chance de gain ou de perte pour chacune des parties d'après un événement incertain, le contrat est aléatoire. ».

Dans un contrat commutatif, l'avantage qui va en résulter pour les parties et immédiatement appréciable, dès sa conclusion. Chacune des parties sait ce qu'elle va recevoir de l'autre, le contrat commutatif est donc forcément à titre onéreux.

En revanche, dans le contrat aléatoire, un événement incertain interfère.

L'aléa, événement incertain fait donc courir à chaque partie un risque de gain ou de perte.

La définition vise donc la chance de gain ou de perte pour chacune des parties.

« L'équivalent » laisse penser selon Bénabent que chaque prestation doit être aléatoire. Il est vrai que c'est le cas s'agissant du jeu et du pari. En revanche ce n'est pas le cas du contrat d'assurance.

En revanche, l'article 1964 dispose que le contrat aléatoire est « *une convention réciproque dont les effets, quant aux avantages et aux pertes, soit pour toutes les parties, soit pour l'une ou plusieurs d'entre elles, dépendent d'un événement incertain.* »

L'article 1964 énumère ensuite une série de contrats aléatoires que sont le contrat d'assurance, le prêt à grosse aventure, le jeu et le pari, le contrat de rente viagère.

Il faut cependant noter que si les jeux dans le rapport individuel reste aléatoire, de façon globale, ils ne le sont pas puisque l'activité est toujours profitable pour l'organisateur du jeu. Cet article envisage une définition du contrat aléatoire. Ce dernier peut ne viser qu'une partie, mais peut également viser plusieurs parties.

C'est le cas par exemple du contrat d'assurance, pour l'assuré, il n'y a pas d'aléa. En revanche, pour l'assureur, il y a un risque et c'est en fonction de celui-ci que peut être calculé la prime.

Les textes ne donnant pas une définition précise, il faut se référer à la jurisprudence de la Cour de cassation.

Dans un arrêt de la chambre commerciale de la Cour de cassation du 10 janvier 1960, le contrat est définie comme aléatoire « *lorsque l'avantage que les parties en retireront n'est pas appréciable lors de la formation du contrat parce qu'il dépend d'un événement incertain* ».

B Les contours de la notion de l'aléa modelés par la jurisprudence

→ Dans le contrat aléatoire, l'aléa est l'objet même du contrat. Il ne doit pas précéder le contrat.

Le contrat de généalogiste encore appelé « contrat de révélation de succession » n'est pas un contrat aléatoire même s'il est souvent présenté comme tel. Du point de vue du généalogiste, il n'y a aucun aléa. Il va délivrer l'information contre une rémunération.

Ainsi en témoigne un arrêt de la première chambre civile de la Cour de cassation du 18 avril 1953.

Document 1 : Civ 1, 18 avril 1953 (JCP 1952, II, 7761 ; D., 1953, p. 403)
--

→ Dans le contrat aléatoire, il faut un risque de gain et un risque de perte. Gagner plus ou moins c'est toujours gagner.

Dans un contrat moyennant rente viagère, on risque de payer plus ou moins la valeur de la maison en fonction du décès du crédirentier.

En revanche, la jurisprudence a considéré que les tombolas de charité dans lesquelles la perte d'argent est inévitable ne répondent pas à la définition du contrat aléatoire.

Il n'y a pas de risque de gain.

→ L'aléa est fonction d'un événement dont on ignore la réalisation. Cela peut être la sortie d'un numéro dans un jeu, la date de la mort dans le contrat de vente moyennant rente viagère. L'incertitude doit être caractérisée. Ainsi, dans le contrat de vente moyennant rente viagère, la personne ne doit pas être déjà morte (article 1974 du Code civil), ou décéder de sa maladie dans les vingt jours après la conclusion du contrat (article 1975).

L'article 1975 n'interdit pas de constater par des motifs tirés du droit commun des contrats, la nullité d'une vente consentie moyennant le versement d'une rente viagère, même quand le décès du crédirentier survient plus de vingt jours après la conclusion.

Ainsi en est-il dans un arrêt de la troisième chambre civile de la Cour de cassation du 4 novembre 1980.

Document 2 : Civ 3, 4 nov 1980 (Bull civ III, n°169)

La jurisprudence enseigne que l'incertitude qui caractérise la situation aléatoire et en fonction de laquelle varie le risque de gain et de perte, peut être subjective. Dans ce cas, les parties

elles mêmes ignorent la situation. Si les parties ne l'ignorent pas, le contrat n'est plus aléatoire. Ainsi dans un arrêt de la première chambre civile de la Cour de cassation, il est affirmé que le contrat d'assurance, par nature aléatoire, ne peut porter sur un risque que l'assuré sait déjà réalisé.

Document 3 : Civ 1, 4 nov 2003 (Bull, civ I n°220)

La Cour de cassation a eu à se prononcer sur la nature juridique de contrat d'assurance vie consistant dans la capitalisation de fonds versés par l'assuré.

Une partie importante de la doctrine répondait par la négative faisant valoir que ce qui est incertain c'est la date du décès mais on ne voit pas pour autant l'aléa qui est attaché à cette situation et le risque de gain ou de perte corrélatif.

Au fond, certains auteurs ont dit, c'est un problème d'incertitude du terme, on ignore quand survient la mort mais cela ne serait pas un problème de contrat aléatoire.

Dans un arrêt de la chambre mixte du 23 novembre 2004, la Cour de cassation estime que le contrat d'assurance dont les effets dépendent de la durée de vie humaine comporte un aléa, selon l'article 1964 du code civil et constitue un contrat d'assurance sur la vie.

Document 4 : ch. Mixte, 23 nov 2004

II Les conséquences de l'aléa dans les contrats

A La fonction d'exclusion de l'aléa dans les contrats

- L'aléa chasse la lésion

Cela veut dire que dans les contrats réellement aléatoires, on écarte la possibilité de rescision pour lésion dans les hypothèses où cette rescision est normalement admise.

Ainsi, la première chambre civile de la Cour de cassation a estimé dans un arrêt du 26 avril 2006 que « *le bail à nourriture étant en principe aléatoire, les juges du second degré, qui n'ont pas exclu l'existence d'un tel aléa, en ont justement déduit que le contrat litigieux échappait à l'action en nullité pour vileté du prix* »

Document 5 : Civ I, 26 avril 1988 (Bulletin 1988 I N° 121 p. 83)

De même, le contrat de vente moyennant rente viagère est un contrat de vente dans lequel la rescision pour lésion n'est pas possible car il est aléatoire.

Les deux parties ont accepté par l'avance de courir le risque de gain ou de perte.

De plus, on ne peut pas calculer en pratique de déséquilibre au moment de la conclusion du contrat puisque c'est en fonction de l'exécution que l'on ignore qu'on le pourrait.

Ainsi en témoigne un arrêt de la première chambre civile du 14 novembre 1960.

Document 6 : Civ 1, 14 novembre 1960

Si le contrat est aléatoire, on ne peut modifier la rémunération comme un témoinne un arrêt de la première chambre civile de la Cour de cassation. Elle estime que les tribunaux peuvent, quand une convention a été passée en vue de la révélation d'une succession en contrepartie d'honoraires, réduire ces derniers lorsque ceux-ci paraissent exagérés au regard du service rendu. Le contrat de révélation de succession ne peut donc être un contrat aléatoire.

Document 7 : Civ 1, 5 mai 1998 (N° de pourvoi 96-14328)

- L'aléa chasse aussi l'erreur

Il en est ainsi question dans un arrêt de la Chambre civile du 24 mars 1987, « Fragonard ».

Dans le catalogue, l'œuvre d'art avait été « attribuée à Fragonard ».

Cette mention faisait entrer dans le champ contractuel, l'existence d'un doute sur son authenticité de l'œuvre d'art. Si le doute était levé, l'acquéreur ne pouvait se prévaloir d'une erreur sur la substance. Les deux parties avaient accepté un aléa.

L'aléa chasse donc logiquement l'erreur.

Il faut cependant que l'aléa soit entré dans le champ contractuel, c'est-à-dire que les parties se soient entendues sur cet aléa.

Document 8 : Civ 1, 24 mars 1987

- L'aléa chasse la garantie qu'il s'agisse par exemple de la garantie des vices cachés, ou de la garantie d'éviction.

Ainsi en témoigne un arrêt de la première chambre civile de la Cour de cassation du 16 décembre 1963.

Document 9 : Civ 1, 16 décembre 1963 (Bull civ I, n°557)

- L'aléa chasse la libéralité puisque les contrats aléatoires sont conclus à titre onéreux.

B La fonction de qualification de l'aléa dans les contrats

- Existence de l'aléa, fonction de qualification

Certains contrats sont essentiellement aléatoires. A défaut d'aléa, ils sont nuls. D'autres contrats sont aléatoires mais ne pourraient pas l'être. A défaut d'aléa, ils rejoignent le droit commun.

Dans la catégorie des contrats essentiellement pourvus d'un aléa, peuvent être considérés les contrats d'assurance. (Chambre mixte, 23 novembre 2004 précédemment cité).

Une exception peut cependant être notée : la qualification de libéralité est rétablie si l'imminence du décès était certaine.

Document 10 : Ch. Mixte, 21 décembre 2007

Le contrat de vente moyennant rente viagère, le jeu et le pari sont également des contrats essentiellement aléatoires.

Il existe également un aléa essentiel dans le procès aussi bien dans la cession de droits litigieux (article 1597 du Code civil), que dans la transaction encore que cela soit quelque peu discuté. (Protégée par les articles 2044 et s)

Dans la catégorie des contrats naturellement pourvus d'aléa, peut être considéré la vente dans laquelle une clause laisse l'achat aux risques et périls de l'acheteur.

Ainsi en est-il de l'achat d'un bien d'occasion « sans garantie des vices » (Civ 1, 16 décembre 1963 précédemment cité). Il en est de même du bail lorsque le locataire renonce à certains droits, du prêt d'argent qui devient aléatoire si le prêteur accepte de lier le remboursement ou le service d'intérêts à un événement incertain...

Ces contrats sont donc naturellement aléatoires parce qu'ils contiennent une clause qui a pour conséquence de les rendre aléatoires, qui les affecte suffisamment pour les rendre aléatoires.

- Absence de l'aléa

Lorsque les contrats essentiellement aléatoires sont dépourvus d'aléa, ils sont nuls.

Ainsi en est-il d'un jeu quand il est truqué ou de l'assurance quand il n'y a pas de risque. La troisième chambre civile de la Cour de cassation le 12 juin 1996 a ainsi estimé que le montant de la rente était dérisoire, et que la vente était dépourvue d'aléa, lorsque le débirentier était certain d'obtenir un bénéfice, très au-delà de la durée d'espérance de vie des crédientiers.

Document 11 : Civ 3, 12 juin 1996

Lorsque les contrats sont naturellement aléatoires, le défaut d'aléa entraîne un retour au droit commun. Ainsi en est-il de la vente, rescindable pour cause de lésion comme en témoigne un arrêt de la troisième chambre civile de la Cour de cassation du 25 janvier 1978.

Document 12 : Civ 3, 25 janvier 1978

RÉCAPITULATIF DES ARRÊTS MENTIONNÉS

Document 1 : Civ 1, 18 avril 1953

Sur le moyen unique, en ses deux branches réunies :

Attendu que des qualités et des motifs de l'arrêt confirmatif attaqué, il résulte que le docteur X... étant décédé le 8 septembre 1944, Y..., généalogiste, fut chargé, le jour même du décès, par le notaire de la famille, de faire des recherches en vue de retrouver l'héritière du de cujus ; que, le 26 novembre 1944, Y... a fait signer à la dame Z..., nièce et unique héritière du docteur X..., un contrat en vertu duquel il s'engageait à lui révéler toute succession venant à lui échoir contre l'abandon à lui fait par elle d'une quote-part importante de l'actif de la succession ; qu'après la signature de la convention, il lui a fait connaître l'ouverture de la succession du docteur X... et sa vocation héréditaire ;

Attendu que le pourvoi reproche à la Cour d'Appel d'avoir, à la demande des époux Z..., prononcé la nullité de ladite convention pour défaut de cause, alors que la dame Z... courait le risque d'ignorer à la fois l'existence de la succession et sa vocation héréditaire, et que, sans l'intervention du généalogiste, il aurait été impossible de découvrir le nom et l'adresse de ladite héritière ;

Mais attendu que par ses motifs propres et ceux des premiers juges par lui adoptés, l'arrêt, au vu des documents de la cause, et des résultats d'une enquête, a constaté que l'adresse de la dame Z... était connue de l'entourage du docteur X... et du notaire ; que ce dernier, avec trop de hâte et sans consulter auparavant les pièces se trouvant entre ses mains et ses archives, avait inutilement chargé Y... de faire des recherches et qu'il lui avait donné tous renseignements lui permettant de retrouver, à coup sûr, la trace de la dame Z... ; que Y... n'avait rendu à celle-ci aucun service et qu'il n'avait couru aucun aléa ; que l'existence de la succession devait normalement parvenir à la connaissance de l'héritière sans l'intervention du généalogiste ;

Que de ces constatations, la Cour d'Appel a pu déduire qu'il n'y avait aucune révélation de secret et que la convention du 26 novembre 1944 était sans cause ; qu'en conséquence elle a, à bon droit, prononcé la nullité de ladite convention ; qu'il s'ensuit que le moyen n'est pas fondé et que l'arrêt attaqué est légalement justifié ;

Par ces motifs ;

Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt rendu, le 17 juillet 1950, par la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence.

Document 2 : Civ 3, 4 nov 1980 (Bull civ III, n°169)

SUR LE MOYEN UNIQUE :

ATTENDU QUE LES EPOUX X... FONT GRIEF A L'ARRET CONFIRMATIF ATTAQUE (PARIS, 30 JANVIER 1979) D'AVOIR, SUR LA DEMANDE DE BURGEI, ADMINISTRATEUR LEGAL DES BIENS DE SES ENFANTS MINEURS INSTITUES LEGATAIRES UNIVERSELS DE DAME VEUVE Y..., ANNULE POUR DEFAUT D'ALEA LES VENTES D'IM MEUBLE ET DE DROITS IMMOBILIERS QUE CELLE-CI, DECEDEE LE 5 DECEMBRE 1973, AVAIT CONSENTIES AUX EPOUX X... SUIVANT ACTES NOTARIES DES 20 JUILLET ET 1ER AOUT 1973, MOYENNANT DES PRIX CONVERTIS EN RENTES VIAGERES, ALORS, SELON LE MOYEN, "QUE D'UNE PART, L'ARTICLE 1975 DU CODE CIVIL, AINSI QUE L'ARTICLE 489-1 DU MEME CODE, QUI ENUMERE LIMITATIVEMENT LES CAS DANS LESQUELS LES ACTES ACCOMPLIS PAR UN INDIVIDU POURRONT ETRE ATTAQUES APRES SA MORT, DEROGENT, FAUTE DE QUOI CES DISPOSITIONS SERAIENT PRIVEES DE TOUTE PORTEE, NECESSAIREMENT AU DROIT COMMUN, ET NOTAMMENT AUX CAUSES DE NULLITE FONDEES SUR L'ARTICLE 1131 DU CODE CIVIL, LEQUEL NE PEUT DES LORS ETRE INVOQUE LORSQUE N'EST PAS REMPLIE L'UNE OU L'AUTRE DES CONDITIONS POSEES PAR CES TEXTES, ET NOTAMMENT LORSQUE LE CREDIRENTIER EST DECEDÉ APRES LE DELAI DE L'ARTICLE 1975 DU CODE CIVIL, QUE DES LORS L'ARRET ATTAQUE, QUI ANNULE LES VENTES LITIGIEUSES TOUT EN CONSTATANT QUE LA CREDIRENTIERE ETAIT DECEDÉE PLUS DE VINGT JOURS APRES LA VENTE LITIGIEUSE, N'A PAS TIRE DE SES CONSTATATIONS LES CONSEQUENCES QUI S'EN EVINCAIENT NECESSAIREMENT ET A VIOLE L'ARTICLE 1975 DU CODE CIVIL ; ALORS QUE, D'AUTRE PART, L'ARRET ATTAQUE NE POUVAIT, SANS SE CONTREDIRE, AFFIRMER QU'A LA DATE DE CONCLUSION DES ACTES, LES EPOUX X... AVAIENT PU PREVOIR L'ISSUE FATALE DE LA MALADIE DONT ETAIT ATTEINTE DAME Y..., TOUT EN CONSTATANT QU'A CETTE MEME DATE L'AMELIORATION DE LA MALADE LAISSAIT CROIRE A UNE EVENTUALITE DE GUERISON CEPENDANT ESSENTIELLEMENT ALEATOIRE, PUISQUE LA SEULE CONSTATATION D'UN ESPOIR DE GUERISON -FUT-IL ALEATOIRE - EXCLUAIT LA PREVISIBILITE D'UN DECES IMMINENT ; ALORS QU'ENFIN IL APPARTENAIT AU DEMANDEUR EN NULLITE D'ETABLIR L'ABSENCE DE TOUTE CAUSE, PREUVE QU'IL NE POUVAIT SE BORNER A APPORTER EN ETABLISSANT LE DEFAUT D'ALEA, QU'IL DEVAIT EN OUTRE ETABLIR QUE LE CONTRAT ETAIT DEPOURVU DE TOUTE AUTRE CAUSE, QUE NOTAMMENT DAME Y... N'ETAIT PAS ANIMEE D'UNE INTENTION LIBERALE A L'EGARD DES EPOUX X..., INTENTION LIBERALE QUI, AU DEMEURANT, RESULTAIT DES CONSTATATIONS DES JUGES DU FOND SELON LESQUELLES, AUX MEMES DATES DES 24 JUILLET ET 1ER AOUT, DAME Y... AVAIT FAIT DONATION D'UN CERTAIN NOMBRE DE BIENS AUX EPOUX X..." ;

MAIS ATTENDU, D'UNE PART, QUE LA NULLITE DES VENTES ETANT POURSUIVIE POUR DEFAUT DE CAUSE, ET NON POUR INSANITE D'ESPRIT DE LA VENDE-RESSE, L'ARTICLE 489-1 DU CODE CIVIL ETAIT SANS APPLICATION ; QUE L'ARTICLE 1975 DU MEME CODE N'INTERDIT PAS DE CONSTATER, POUR DES MOTIFS TIRES DU DROIT COMMUN DES CONTRATS, LA NULLITE D'UNE VENTE

CONSENTIE MOYENNANT LE VERSEMENT D'UNE RENTE VIAGERE, MEME QUAND LE DECES DU CREDIRENTIER SURVIENT PLUS DE VINGT JOURS APRES LA CONCLUSION DE LA VENTE ; ATTENDU, D'AUTRE PART, QUE L'ARRET, PAR MOTIFS PROPRES ET ADOPTES, RETIENT QUE DES LE MOIS D'AVRIL 1973 DAME Y... ETAIT ATTEINTE D'UNE MALADIE GRAVE, QUI DEVAIT INELUCTABLEMENT ENTRAINDER SON DECES A BREVE ECHEANCE, ET DONT LES SYMPTOMES "IMPRESSIONNANTS" DEVAIENT NECESSAIREMENT EVOQUER POUR LES VOISINS, PARMI LESQUELS SE TROUVAIENT LES EPOUX X..., UN ET AT DE HAUTE GRAVITE ; QU'EN L'ETAT DE CES ENONCIATIONS LA COUR D'APPEL A, SANS SE CONTREDIRE, SOUVERAINEMENT RETENU QU'A LA DATE DES ACTES LES ACHETEURS SAVAIENT QU'UNE ISSUE FATALE ETAIT A REDOUTER A BREF DELAI ; ATTENDU, ENFIN, QUE LES EPOUX X... N'ONT INVOQUE L'INTENTION LIBERALE QUI AURAIT ANIME LA VENDERESSE A LEUR EGARD QUE DANS DES CONCLUSIONS SIGNIFIEES POSTERIEUREMENT A L'ORDONNANCE DE CLOTURE, CONCLUSIONS QUE L'ARRET DECLARE D'OFFICE IRRECEVABLES ; QUE DE CE CHEF LE MOYEN EST NOUVEAU ET MELANGE DE FAIT ET DE DROIT ; D'OU IL SUIIT QUE LE MOYEN, POUR PARTIE IRRECEVABLE, N'EST, POUR LE SURPLUS, PAS FONDE ;

PAR CES MOTIFS :

REJETTE LE POURVOI FORME CONTRE L'ARRET RENDU LE 30 JANVIER 1979 PAR LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Document 3 : Civ 1, 4 nov 2003 (Bull, civ I n°220)

Sur le moyen unique, pris en ses deux premières branches :

Vu les articles 1964 du Code civil et L. 121-15 du Code des assurances, ensemble l'article 12 du nouveau Code de procédure civile ;

Attendu que le contrat d'assurance, par nature aléatoire, ne peut porter sur un risque que l'assuré sait déjà réalisé ;

Attendu qu'après avoir constaté que la société Provex, devenue société Elyo, était assurée auprès du groupe Mutuelles de France, aux droits duquel se trouve la société Azur assurances, depuis le 9 octobre 1987, date à laquelle elle avait déjà connaissance de l'existence du sinistre, la cour d'appel a considéré que le fait que le souscripteur ait omis d'en informer l'assureur ne permettait pas pour autant à celui-ci de dénier l'application de sa garantie, alors qu'il n'invoquait pas la nullité de la police ou la réduction proportionnelle de l'indemnité, seules sanctions prévues par le contrat conformément aux articles L. 113-8 et L. 113-9 du Code des assurances ;

Attendu qu'en retenant ainsi la garantie de l'assureur qui la déniait en invoquant l'absence d'aléa du contrat, les juges du fond, qui ont méconnu leur office en ne tirant pas les conséquences légales de leurs propres constatations, ont violé les textes susvisés ;

PAR CES MOTIFS, et sans qu'il y ait lieu de statuer sur le surplus des griefs :

CASSE ET ANNULE, dans toutes ses dispositions, l'arrêt rendu le 21 octobre 1999, entre les parties, par la cour d'appel d'Aix-en-Provence ; remet, en conséquence, la cause et les parties dans l'état où elles se trouvaient avant ledit arrêt et, pour être fait droit, les renvoie devant la cour d'appel d'Aix-en-Provence, autrement composée ;

Document 4 : ch. Mixte, 23 nov 2004 (N° de pourvoi: 01-13592)

LA COUR DE CASSATION, siégeant en CHAMBRE MIXTE, a rendu l'arrêt suivant :

Attendu, selon l'arrêt confirmatif attaqué (Paris, 24 avril 2001), que les 2 juin et 1er septembre 1989, Mme X... a souscrit des contrats d'assurance-vie auprès de la société Cardif Société Vie (la société) et a désigné le 4 août 1995 M. Y..., Mme Y... et M. Z... à parts égales comme bénéficiaires ; qu'à son décès le 2 avril 1996, elle a laissé pour lui succéder M. X..., son fils adoptif, qui a fait opposition au paiement des sommes dues au titre de ces contrats ; que les époux Y... ont alors assigné M. X... et la société pour les voir condamner au paiement de ces sommes, outre les intérêts au taux légal ;

Sur le premier moyen :

Attendu que M. X... fait grief à l'arrêt d'avoir rejeté son opposition au paiement par la société du capital revenant aux époux Y... en leur qualité de bénéficiaires des deux contrats d'assurance-vie souscrits par Mme X..., alors, selon le moyen :

1) qu'en retenant que les contrats litigieux étaient des contrats d'assurance sans constater qu'ils avaient pour objet la fourniture par l'assureur d'une prestation en cas de réalisation d'un risque, la cour d'appel n'a pas légalement justifié sa décision au regard des articles 913, 922 et 1964 du Code civil ;

2) qu'en retenant que les contrats souscrits étaient affectés d'aléas sans caractériser en quoi les parties au contrat étaient exposées à un risque de perte ou à une chance de gain dépendant d'un événement de réalisation incertaine, la cour d'appel n'a pas légalement justifié sa décision au regard du texte précité ;

3) qu'en se fondant sur la circonstance que Mme X... ne s'était pas dépouillée de son vivant des capitaux investis dans les contrats Cardif croissance et Cardif multi croissance pour décider que ces capitaux ne devaient pas faire partie de la masse de calcul de la réserve, quand la réduction se détermine en formant une masse de tous les biens existant au décès du donateur ou testateur auxquels l'on réunit fictivement les biens donnés, la cour d'appel a violé l'article 922 du Code civil ;

Mais attendu que le contrat d'assurance dont les effets dépendent de la durée de la vie humaine comporte un aléa au sens des articles 1964 du Code civil, L. 310-1,1 et R 321-1,20. du Code des assurances et constitue un contrat d'assurance sur la vie ;

Et attendu que la cour d'appel ayant relevé qu'à la date de souscription des contrats litigieux Mme X... ignorait qui d'elle ou des bénéficiaires recevrait le capital puisque le créancier de l'obligation de l'assureur différait selon que l'adhérent était vivant ou non au moment où le versement du capital devait intervenir, a caractérisé l'aléa inhérent aux contrats au sens des textes précités et ainsi légalement justifié sa décision ;

Et sur le second moyen :

Attendu qu'il est encore fait grief à l'arrêt d'avoir statué comme il a fait, alors, selon le moyen :

1) qu'en se fondant sur l'absence d'une nouvelle communication des pièces produites devant les premiers juges en cause d'appel pour refuser d'apprécier le caractère excessif des primes versées au regard des revenus de Mme X..., la cour d'appel n'a pas légalement justifié sa décision au regard de l'article L. 132-13 du Code des assurances ;

2) qu'en se bornant à relever que le compte bancaire de Mme X... faisait apparaître un solde positif de 207 715 francs à son décès, quand M. X... faisait valoir qu'au jour de son décès le patrimoine de Mme X... était essentiellement composé de contrats d'assurance-vie souscrits au profit de différents bénéficiaires d'un montant très largement supérieur à l'actif de la succession, la cour d'appel n'a pas légalement justifié sa décision au regard de l'article L. 132-13 du Code des assurances ;

3) qu'en ne s'expliquant pas sur le moyen de M. X... qui faisait valoir que l'importance des contrats d'assurance-vie souscrits au profit de tiers non réservataires par rapport à l'actif net de la succession de Mme X... révélait que ces contrats avaient pour but de détourner les règles d'ordre public relatives à la réserve, la cour d'appel a méconnu les exigences de l'article 455 du nouveau Code de procédure civile ;

Mais attendu qu'il résulte de l'article L. 132-13 du Code des assurances que les règles du rapport à succession et celles de la réduction pour atteinte à la réserve des héritiers ne s'appliquent pas aux sommes versées par le contractant à titre de primes, à moins que celles-ci n'aient été manifestement exagérées eu égard à ses facultés ;

qu'un tel caractère s'apprécie au moment du versement, au regard de l'âge ainsi que des situations patrimoniale et familiale du souscripteur ;

Et attendu que l'arrêt retient, par motifs propres et adoptés, que Mme X..., âgée de 65 ans au moment des versements est décédée à l'âge de 72 ans laissant un seul héritier, que ses pensions et retraites lui assuraient un revenu mensuel de 30 000 francs, que ses comptes présentaient un solde largement créditeur depuis la souscription des contrats outre les placements effectués en 1992 et qu'elle disposait de valeurs mobilières ; que de ces constatations et énonciations, la cour d'appel a exactement déduit que les primes d'un montant global de 310 000 francs qui ne représentaient qu'un quart du patrimoine mobilier, n'étaient pas manifestement exagérées eu égard à ses facultés ; qu'elle a ainsi, légalement justifié sa décision ;

PAR CES MOTIFS :

REJETTE le pourvoi ;

Sur le moyen unique, pris en ses deux branches :

Attendu que, selon l'arrêt attaqué (Pau, 22 janvier 1986), le 7 mai 1982, M. Louis X... a vendu aux époux Y... une propriété rurale dont le prix de convention expresse a été converti en obligation pour les acquéreurs de loger le vendeur, le nourrir, l'entretenir, le soigner... ; que, le 21 mai 1985, M. X... a assigné les époux Y... en nullité de la vente en raison du caractère vil du prix et même de son absence du fait de la conversion en obligation d'entretien ; que la cour d'appel l'a débouté de sa demande en nullité, mais a toutefois accueilli sa demande de conversion de l'obligation en une rente viagère, formée à titre subsidiaire ;

Attendu que M. X... fait grief à l'arrêt attaqué de l'avoir débouté de sa demande en nullité pour défaut de prix, alors que, selon le moyen, d'une part, la juridiction du second degré s'est abstenue de rechercher si le revenu de la chose vendue était suffisant pour l'exécution de l'obligation d'entretenir le vendeur souscrite par les acquéreurs pour seule contrepartie du transfert de propriété ; qu'elle a ainsi privé sa décision de base légale au regard des articles 1108, 1126 et 1591 du Code civil ; et alors, d'autre part, qu'elle n'a pas répondu aux conclusions soutenant que les seuls revenus de la propriété agricole cédée étaient largement supérieurs aux charges contractées par les acquéreurs au titre du bail à nourriture, en sorte que la vente était nulle faute de prix sérieux ;

Mais attendu que le bail à nourriture étant, en principe, aléatoire, les juges du second degré, qui n'ont pas exclu l'existence d'un tel aléa, en ont justement déduit que le contrat litigieux échappait à l'action en nullité pour vileté du prix ;

Qu'aucune des branches du moyen ne saurait donc être accueillie ;

PAR CES MOTIFS :

REJETTE le pourvoi

Document 6 : Civ 1, 14 novembre 1960 (Bull I, civ, n°125)

SUR LE PREMIER MOYEN : ATTENDU QU'IL EST REPROCHE A L'ARRET CONFIRMATIF ATTAQUE, QUI A DEBOUTE DAME Z..., LEGATAIRE UNIVERSELLE DE DEMOISELLE X..., DECEDEE LE 5 DECEMBRE 1951, ET SON EPOUX C... L'ASSISTE, DE LEUR ACTION EN NULLITE POUR VIOLENCE TANT D'UNE VENTE IMMOBILIERE A RENTE VIAGERE CONSENTIE PAR DEMOISELLE X... LE 18 JUIN 1951 A SON NEVEU DUMARCHE, QUE D'UNE DONATION DE SES MEUBLES ET BIJOUX PAR ELLE FAITE LE 31 AOUT 1951 A SA NIECE DAME Y..., ALORS QUE, SELON LE POURVOI, DES DOCUMENTS PRODUITS RESULTAIENT DIVERSES CIRCONSTANCES, SUR LESQUELLES LA COUR D'APPEL AURAIT NEGLIGE DE S'EXPLIQUER, QUI ETAIENT DE NATURE A ETABLIR QUE LE CONSENTEMENT DE DEMOISELLE X... AVAIT ETE VICIE PAR LA CRAINTE QUE LUI INSPIRAIENT SES NEVEU ET NIECES ;

MAIS ATTENDU QUE LA COUR D'APPEL APRES S'ETRE, CONTRAIREMENT AUX AFFIRMATIONS DU POURVOI, EXPLIQUEE SUR TOUS LES DOCUMENTS DE LA CAUSE, COMME SUR CHACUN DES FAITS ALLEGUES OU ARTICLES PAR LES EPOUX Z..., A..., PAR UNE APPRECIATION SOUVERAINE, QUE NI LES

ELEMENTS VERSES AUX DEBATS NE PROUVENT, NI LES FAITS OFFERTS EN PREUVE NE SERAIENT DE NATURE A ETABLIR, LA CONTRAINTE INVOQUEE ;

QUE LE PREMIER MOYEN NE SAURAIT DONC ETRE ACCUEILLI ;

SUR LE SECOND MOYEN : ATTENDU QU'IL EST ENCORE FAIT GRIEF A L'ARRET ATTAQUE D'AVOIR DECLARE IRRECEVABLE LA DEMANDE SUBSIDIAIRE EN RESCISION POUR LESION DE LA VENTE IMMOBILIERE CONSENTIE A DUMARCHE, AU MOTIF QUE STIPULANT UNE RENTE VIAGERE SUPERIEURE AUX REVENUS DE L'IMMEUBLE VENDU, ELLE AVAIT UN CARACTERE ALEATOIRE INCOMPATIBLE AVEC L'ACTION EN RESCISION, ALORS QUE, SELON LE POURVOI, LES CIRCONSTANCES DE LA CAUSE EXCLUAIENT TOUT ALEA ;

MAIS ATTENDU QUE LA COUR D'APPEL, APPRECIANT SOUVERAINEMENT PAR SES MOTIFS PROPRES ET CEUX DES PREMIERS JUGES QU'ELLE ADOPTE, LES CIRCONSTANCES DE L'ESPECE, CONSTATE QUE NI L'AGE, NI L'ETAT DE SANTE DE LA VENDERESSE, POUR DEFICIENT QU'IL FUT, NE POUVAIENT A LA DATE DE L'ACTE FAIRE PREVOIR SA MORT PROCHAINE, ET QU'UN ALEA EXISTAIT EN FAIT REELEMENT ;

D'OU IL SUIIT QUE LE SECOND MOYEN N'EST PAS MIEUX FONDE QUE LE PRECEDENT, ET QUE L'ARRET ATTAQUE, QUI EST MOTIVE, A LEGALEMENT JUSTIFIE SA DECISION ;

PAR CES MOTIFS : REJETTE LE POURVOI FORME CONTRE L'ARRET RENDU LE 7 MAI 1956 PAR LA COUR D'APPEL DE ROUEN.

Document 7 : Civ 1, 5 mai 1998 (N° de pourvoi 96-14328)

Sur le moyen unique :

Vu l'article 1134 du Code civil ;

Attendu que les tribunaux peuvent, quand une convention a été passée en vue de la révélation d'une succession en contrepartie d'honoraires, réduire ces derniers lorsque ceux-ci paraissent exagérés au regard du service rendu ;

Attendu que le 1er juin 1989, MM. X..., généalogistes, ont fait signer à Suzanne Z..., aux droits de qui se trouve M. Y..., son légataire universel, un contrat de révélation de succession et un mandat de représentation en vue du règlement de celle-ci, moyennant le versement d'une quotité de l'actif devant lui revenir ; qu'ils lui ont révélé qu'elle était héritière de sa cousine germaine ; que M. Y... a soutenu que le contrat était nul pour être dépourvu de cause et a demandé, à titre subsidiaire, que la rémunération de MM. X... soit réduite ; que l'arrêt attaqué a déclaré valable la convention ;

Attendu que, pour rejeter la demande de réduction des honoraires, la cour d'appel s'est bornée à retenir que le contrat prévoyait une rémunération forfaitaire, qui a été acceptée par Suzanne Z..., tandis que le mandat était gratuit ;

Attendu, cependant, que la cour d'appel ne pouvait déduire l'absence de pouvoir du juge pour réduire ces honoraires du seul fait que la rémunération prévue au contrat était forfaitaire ; qu'en statuant comme elle a fait, sans rechercher si les honoraires convenus n'étaient pas excessifs au regard du service rendu, la cour d'appel n'a pas donné de base légale à sa décision ;

PAR CES MOTIFS :

CASSE ET ANNULE, dans toutes ses dispositions, l'arrêt rendu le 12 janvier 1996, entre les parties, par la cour d'appel de Paris ; remet, en conséquence, la cause et les parties dans l'état où elles se trouvaient avant ledit arrêt et, pour être fait droit, les renvoie devant la cour d'appel de Versailles.

Document 8 : Civ 1, 24 mars 1987 (N° de pourvoi: 85-15736)

Sur le moyen unique, pris en ses deux branches :

Attendu que, selon les juges du fond, Jean, André Vincent, depuis lors décédé, a vendu en 1933 aux enchères publiques, comme étant " attribué à Fragonard ", un tableau intitulé Le Verrou ; que, l'authenticité du tableau ayant été ultérieurement reconnue, l'arrêt confirmatif attaqué a refusé d'annuler cette vente, pour erreur, à la demande des héritiers de Jean, André Vincent ;

Attendu que ceux-ci reprochent à la cour d'appel (Paris, 12 juin 1985) de s'être déterminée au motif essentiel que l'expression " attribué à.... " laisse planer un doute sur l'authenticité de l'oeuvre mais n'en exclut pas la possibilité ; qu'ils soutiennent, d'une part, qu'en s'attachant seulement à déterminer le sens objectif de la mention " attribué à.... " et en s'abstenant de rechercher quelle était la conviction du vendeur, alors que leurs conclusions faisaient valoir qu'il était persuadé, à la suite des avis formels des experts, que l'authenticité de l'oeuvre était exclue, la cour d'appel a violé à la fois les articles 1110 du Code civil et 455 du nouveau Code de procédure civile ; qu'il est, d'autre part, prétendu qu'en toute hypothèse, le vendeur commet une erreur quand il vend sous l'empire de la conviction que l'authenticité est discutable, alors qu'elle est en réalité certaine et que tout aléa à ce sujet est inexistant ;

Mais attendu, en premier lieu, qu'il résulte des énonciations souveraines du jugement confirmé " qu'en vendant ou en achetant, en 1933, une oeuvre attribuée à Fragonard, les contractants ont accepté un aléa sur l'authenticité de l'oeuvre, que les héritiers de Jean-André Vincent ne rapportent pas la preuve, qui leur incombe, que leur auteur a consenti à la vente de son tableau sous l'empire d'une conviction erronée quant à l'auteur de celui-ci " ; que le moyen, en sa première branche, ne peut dès lors être accueilli ;

Et attendu, en second lieu, que, ainsi accepté de part et d'autre, l'aléa sur l'authenticité de l'oeuvre avait été dans le champ contractuel ; qu'en conséquence, aucune des deux parties ne pouvait alléguer l'erreur en cas de dissipation ultérieure de l'incertitude commune, et

notamment pas le vendeur ni ses ayants-cause en cas d'authenticité devenue certaine ; que le moyen doit donc être entièrement écarté ;

PAR CES MOTIFS :

REJETTE le pourvoi

Document 9 : Civ 1, 16 décembre 1963 (Bull civ I, n°557)

1ER VENTE - GARANTIE - CLAUSE DE NON-GARANTIE - CLAUSE PRECISANT QUE L'ACQUEREUR PREND POSSESSION A SES RISQUES ET PERILS
1ER LES JUGES DU SECOND DEGRE QUI, EN VERTU DE LEUR POUVOIR SOUVERAIN D'APPRECIATION, ESTIMENT QUE LA CLAUSE D'UN ACTE DE VENTE PRECISANT QUE L'ACQUEREUR PREND POSSESSION DE LA SOURCE VENDUE DANS SON ETAT ACTUEL ET A SES RISQUES ET PERILS LOIN D'APPARAÎTRE COMME UNE CLAUSE DE STYLE, REVELE QUE LES PARTIES CONNAISSAIENT LE CARACTERE INCERTAIN DES DROITS FAISANT L'OBJET DU CONTRAT, PEUVENT, MEME EN L'ABSENCE D'UNE CLAUSE EXPRESSE DE NON GARANTIE, DECIDER QU'ELLES ONT ENTENDU EXCLURE TOUTE POSSIBILITE D'APPEL EN GARANTIE.

2EME CASSATION - JURIDICTION DE RENVOI - FRAIS ET DEPENS - ELEMENTS
2EME UNE COUR D'APPEL QUI, STATUANT SUR RENVOI, CONDAMNE LA PARTIE AYANT OBTENU LA CASSATION AUX DEPENS DE PREMIERE INSTANCE ET D'APPEL, SANS INCLURE EXPRESSEMENT DANS CES DEPENS CEUX AFFERENTS A L'ARRET CASSE, NE SE PRONONCE QUE SUR LES FRAIS DE L'INSTANCE D'APPEL PORTEE DEVANT ELLE, A L'EXCLUSION DE CEUX QUI ONT ETE EXPOSES DEVANT UNE AUTRE JURIDICTION D'APPEL PRECEDEMMENT SAISIE.

Document 10 : Ch. Mixte, 21 décembre 2007 (Bulletin 2007, Chambre mixte, N° 13)

LA COUR DE CASSATION, siégeant en CHAMBRE MIXTE, a rendu l'arrêt suivant :
Statuant sur le pourvoi formé par Mme Hélène X..., épouse Y..., domiciliée...,

contre l'arrêt rendu le 17 janvier 2006 par la cour d'appel de Chambéry (chambre commerciale), dans le litige l'opposant à l'administration fiscale, dont le siège est 139 rue de Bercy, 75012 Paris,

défenderesse à la cassation ;

Par arrêt du 12 juin 2007, la chambre commerciale, financière et économique a renvoyé le pourvoi devant une chambre mixte. Le premier président a, par ordonnance du 29 novembre 2007, indiqué que cette chambre mixte serait composée des première et deuxième chambres civiles et de la chambre commerciale, financière et économique ;

La demanderesse invoque, devant la chambre mixte, le moyen de cassation annexé au présent arrêt ;

Ce moyen unique a été formulé dans un mémoire déposé au greffe de la Cour de cassation par la SCP Célice, Blancpain et Soltner, avocat de Mme Y... ;

Un mémoire en défense a été déposé au greffe de la Cour de cassation par la SCP Thouin-Palat, avocat de l'administration fiscale ;

Des observations en réplique ont également été déposées par la SCP Célice, Blancpain et Soltner ;

Le rapport écrit de M. Falcone, conseiller, et l'avis écrit de M. Sarcelet, avocat général, ont été mis à la disposition des parties ;

Sur quoi, LA COUR, siégeant en chambre mixte, en l'audience publique du 7 décembre 2007, où étaient présents : M. Lamanda, premier président, Mme Favre, MM. Bargue, Gillet, présidents, M. Falcone, conseiller rapporteur, Mme Garnier, MM. Mazars, Pluyette, Mme Betch, MM. Gallet, Breillat, Potocki, Prétot, conseillers, M. Sarcelet, avocat général, Mme Tardi, directeur de greffe ;

Sur le rapport de M. Falcone, conseiller, assisté de M. Barbier, greffier en chef au service de documentation et d'études, les observations de la SCP Célice, Blancpain et Soltner, de la SCP Thouin-Palat, l'avis de M. Sarcelet, avocat général, auquel les parties, invitées à le faire, n'ont pas souhaité répliquer, et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Sur le moyen unique :

Attendu, selon l'arrêt attaqué (Chambéry, 17 janvier 2006), que Serge G..., qui avait souscrit deux contrats d'assurance-vie en 1994 et 1995 et versé une somme totale de 16 500 000 francs, a, par avenant du 27 août 1996, désigné Mme X..., épouse Y..., comme seule bénéficiaire ; qu'il est décédé le 30 août 1996, laissant celle-ci comme légataire universelle ; qu'au cours du contrôle de la déclaration de succession de Serge G..., l'administration fiscale a notifié un redressement à Mme Y... aux motifs que les versements effectués au titre des contrats d'assurance-vie constitueraient une donation indirecte ; qu'après rejet de sa réclamation, Mme Y... a assigné le directeur des services fiscaux de la Haute-Savoie pour obtenir le dégrèvement de l'imposition et des pénalités mises à sa charge ;

Attendu que Mme Y... fait grief à l'arrêt de déclarer la procédure de redressement bien fondée et de rejeter ses demandes dirigées contre les avis de mise en recouvrement émis à son encontre, alors, selon le moyen :

1° / qu'il résulte de l'article 894 du code civil qu'un acte juridique ne peut être qualifié de donation que s'il réunit les trois conditions suivantes : l'intention libérale de son auteur, le dessaisissement immédiat et irrévocable du donateur et l'acceptation par le bénéficiaire ; qu'en l'espèce, la cour d'appel se borne, en ce qui concerne la troisième condition, à relever que l'acceptation d'une donation indirecte n'est pas soumise aux solennités requises à l'article 932 du code civil sans caractériser l'acceptation d'un quelconque donataire ; que dès lors la cour s'est prononcée par un motif inopérant, entachant ainsi sa décision de défaut de base légale au regard des articles 894 du code civil et 784 du code général des impôts ;

2° / que la donation est un acte par lequel le donateur se dépouille actuellement et irrévocablement de la chose donnée en faveur du donataire qui l'accepte ; que la souscription d'un contrat d'assurance-vie ne constitue pas une donation indirecte au profit du bénéficiaire, dès lors que la faculté de rachat dont bénéficie le souscripteur pendant la durée du contrat, à défaut d'acceptation du bénéficiaire, exclut qu'il se soit dépouillé irrévocablement au sens de l'article 894 du code civil ; qu'en statuant comme elle l'a fait, alors qu'elle avait constaté que le souscripteur avait conservé jusqu'à son décès la faculté de modifier les clauses des contrats litigieux, ce dont il résultait que ces contrats étaient demeurés rachetables jusqu'au décès, la cour d'appel n'a pas tiré les conséquences légales de ses propres constatations au regard du texte susvisé et de l'article 784 du code général des impôts, qu'elle a donc violés ;

Mais attendu, d'une part, que la cour d'appel a retenu, à bon droit, que l'acceptation d'une donation dans les formes prescrites par les articles 932 et suivants du code civil n'est exigée que pour la donation passée en la forme authentique et peut résulter de l'attribution du bénéfice du contrat ;

Attendu, d'autre part, qu'un contrat d'assurance-vie peut être requalifié en donation si les circonstances dans lesquelles son bénéficiaire a été désigné révèlent la volonté du souscripteur de se dépouiller de manière irrévocable ; que la cour d'appel, qui a retenu que Serge G... qui se savait, depuis 1993, atteint d'un cancer et avait souscrit en 1994 et 1995 des contrats dont les primes correspondaient à 82 % de son patrimoine, avait désigné, trois jours avant son décès, comme seule bénéficiaire la personne qui était depuis peu sa légataire universelle, a pu en déduire, en l'absence d'aléa dans les dispositions prises, le caractère illusoire de la faculté de rachat et l'existence chez l'intéressé d'une volonté actuelle et irrévocable de se dépouiller ; qu'elle a exactement décidé que l'opération était assujettie aux droits de mutation à titre gratuit ;

D'où il suit que le moyen n'est pas fondé ;

PAR CES MOTIFS :

REJETTE le pourvoi ;

Condamne Mme Y... aux dépens ;

Vu l'article 700 du nouveau code de procédure civile, rejette la demande de Mme Y... ;

Ainsi fait et jugé par la Cour de cassation, siégeant en chambre mixte, et prononcé par le premier président, en son audience publique du vingt et un décembre deux mille sept.

Moyen produit par la SCP CELICE, BLANCPAIN et SOLTNER, avocat aux Conseils pour Mme Y...

MOYEN ANNEXE au présent arrêt

Il est fait grief à l'arrêt attaqué d'avoir déclaré la procédure de redressement bien fondée, et rejeté l'ensemble des demandes de Mme Y... dirigées contre les avis de mise en recouvrement émis à son encontre ;

AUX MOTIFS QU'il ressort des éléments soumis au débat contradictoire que le montant de l'actif de la succession investi par Serge G... dans les contrats d'assurance-vie litigieux représente 82 % de son patrimoine ; que le montant des primes, au regard des possibilités patrimoniales du souscripteur, exclut que ces actes aient été inscrits dans une opération de simple prévoyance ; que l'administration fiscale soutient à juste titre que l'intention libérale de Serge G... à l'égard de Mme Y... résulte de plusieurs éléments de fait, en l'occurrence l'existence de liens affectifs entre eux..., la rédaction par Serge G..., le 22 août 1996, d'un testament instituant Mme Y... sa légataire universelle, l'établissement, le 26 août 1996, des avenants aux contrats d'assurance vie la désignant comme seule bénéficiaire de ceux-ci et l'absence de toute contrepartie à la souscription des contrats... ; qu'en raison de l'état de santé du souscripteur, touché par un cancer dont il se savait atteint depuis 1993..., avant la souscription des contrats d'assurance vie... il ne peut être sérieusement contesté qu'en modifiant ces contrats par les avenants litigieux le 27 août 1996, soit trois jours seulement avant son décès, après avoir, dans les jours précédents, institué Mme Y... sa légataire universelle, Serge G..., informé ou conscient de l'issue fatale et imminente de sa maladie, a manifesté la volonté de se dépouiller, de façon irrévocable, au profit exclusif de Mme Y..., des sommes investies, d'un montant de 2 515 408,78 euros (16 500 000 F) et ce dans l'unique but d'éluider les droits d'enregistrement ; que l'acceptation d'une donation suivant les formes prescrites par les articles 932 et suivants du code civil n'est exigée que pour les donations passées en la forme authentique ; que l'attribution du bénéfice des contrats litigieux constitue une donation déguisée, comme telle non soumise à ce formalisme et rapportable à la succession par référence aux primes versées, conformément aux dispositions de l'article 784 du code général des impôts » ;

ALORS, D'UNE PART, QU'il résulte de l'article 894 du code civil qu'un acte juridique ne peut être qualifié de donation que s'il réunit les trois conditions suivantes : l'intention libérale de son auteur, le dessaisissement immédiat et irrévocable du donateur et l'acceptation par le bénéficiaire ; qu'en l'espèce, la Cour se borne, en ce qui concerne la troisième condition, à relever que l'acceptation d'une donation indirecte n'est pas soumise aux solennités requises à l'article 932 du code civil sans caractériser l'acceptation d'un quelconque donataire ; que, dès lors, la Cour s'est prononcée par un motif inopérant, entachant ainsi sa décision de défaut de base légale au regard des articles 894 du code civil et 784 du code général des impôts.

ALORS, D'AUTRE PART QUE la donation est un acte par lequel le donateur se dépouille actuellement et irrévocablement de la chose donnée en faveur du donataire qui l'accepte ; que la souscription d'un contrat d'assurance-vie ne constitue pas une donation indirecte au profit du bénéficiaire, dès lors que la faculté de rachat dont bénéficie le souscripteur pendant la durée du contrat, à défaut d'acceptation du bénéficiaire, exclut qu'il se soit dépouillé irrévocablement au sens de l'article 894 du code civil ; qu'en statuant comme elle l'a fait, alors qu'elle avait constaté que le souscripteur avait conservé jusqu'à son décès la faculté de modifier les clauses des contrats litigieux, ce dont il résultait que ces contrats étaient demeurés rachetables jusqu'au décès, la cour d'appel n'a pas tiré les conséquences légales de ses propres constatations au regard du texte susvisé et de l'article 784 du code général des impôts, qu'elle a donc violés.

Document 11 : Civ 3, 12 juin 1996 (N° de pourvoi: 94-16988)

Sur le moyen unique :

Attendu, selon l'arrêt attaqué (Versailles, 27 mai 1994), que, par acte notarié du 21 janvier 1987, les époux X... ont vendu une propriété à la société La Foncière Malonso (la société), moyennant le paiement d'une rente annuelle et viagère ; que M. X... est décédé et que MM. Moret de Rocheprise et Billon, en leur qualité respective de tuteur et de subrogé tuteur de Mme X..., majeure protégée, ont demandé la nullité de la vente pour défaut de prix réel et sérieux ;

Attendu que la société fait grief à l'arrêt d'accueillir cette demande, alors, selon le moyen, d'une part, qu'ayant constaté que l'acquéreur avait notamment contracté, en contrepartie de la seule nue-propriété de l'immeuble acquis en viager, l'obligation de payer, sous forme de rente, un prix réel, même s'il était, selon l'appréciation de la cour d'appel, inférieur de moitié au juste prix, ainsi que celle de supporter la charge des grosses réparations, obligations dont la durée, l'étendue et le coût étaient indéterminés, de même, au demeurant, qu'elles restent, par hypothèse, indéterminables du fait de la survie d'un des crédientiers, la cour d'appel, en jugeant qu'une telle vente était néanmoins dépourvue de caractère aléatoire, a violé les articles 1964, 1976 et 1591 du Code civil ; d'autre part, qu'en se référant seulement, pour qualifier de vil prix le montant de la rente annuelle déterminée par les parties à l'acte de vente en viager avec réserve d'usufruit, soit 156 000 francs, au montant de la rente correspondant, selon l'expert, à la valeur qu'il avait attribuée à l'immeuble vendu, soit 345 676 francs, et à l'espérance de vie du moins âgé des crédientiers, sans faire apparaître que les obligations de l'acheteur et du vendeur auraient été affectées, au-delà d'une simple lésion, par un défaut, respectivement, d'objet et de cause, la cour d'appel n'a pas légalement justifié sa décision au regard de l'article 1591 du Code civil ;

Mais attendu qu'ayant constaté, adoptant les conclusions de l'expert, que la valeur vénale de l'immeuble fixée dans l'acte de vente à 2 200 000 francs s'élevait en réalité à une somme proche de 4 860 000 francs, et que la rente, calculée en tenant compte de l'âge des deux crédientiers, de la réserve du droit de jouissance et de la charge des grosses réparations, excédait de plus du double celle prévue, la cour d'appel a légalement justifié sa décision en retenant souverainement que le montant de la rente était dérisoire, et que la vente était dépourvue d'aléa, le débirentier étant certain d'obtenir un bénéfice, très au-delà de la durée d'espérance de vie des crédientiers ;

PAR CES MOTIFS :

REJETTE le pourvoi.

Document 12 : Civ 3, 25 janvier 1978 (Bull civ III, n°55)

SUR LE TROISIEME MOYEN : ATTENDU QUE CE MOYEN N'EST DIRIGE QUE CONTRE LA PARTIE DU DISPOSITIF QUI ORDONNE UNE EXPERTISE ;

ATTENDU QU'AUX TERMES DE L'ARTICLE 150 DU NOUVEAU CODE DE PROCEDURE CIVILE, LA DECISION QUI ORDONNE UNE MESURE D'INSTRUCTION NE PEUT ETRE FRAPPEE D'UN POURVOI EN CASSATION INDEPENDAMMENT DU JUGEMENT SUR LE FOND QUE DANS LES CAS SPECIFIES PAR LA LOI ;

D'OU IL SUIT QU'EN L'ETAT, LE MOYEN EST IRRECEVABLE ;

SUR LE PREMIER MOYEN : ATTENDU QU'IL RESULTE DES ENONCIATIONS DE L'ARRET CONFIRMATIF ATTAQUE QUE, PAR ACTE SOUS SEING PRIVE DU 27 DECEMBRE 1966, DAME X... A VENDU A LAJOUS UN DOMAINE D'ENVIRON 90 HECTARES POUR LE PRIX DE 660.000 FRANCS, SUR LEQUEL 510.000 FRANCS ETAIENT PAYABLES COMPTANT, LE SOLDE ETANT CONVERTI EN UNE RENTE VIAGERE ANNUELLE DE 15.000 FRANCS ;

QUE L'ACTE CONTENAIT UNE CLAUSE SELON LAQUELLE LA VENTE ETAIT SOUMISE A LA CONDITION SUSPENSIVE DE L'OBTENTION D'UN ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE LOTISSEMENT DES TERRAINS, OBJET DE LA VENTE, EN 500 LOTS MINIMUM DE TERRAIN A BATIR ET STIPULANT QU'EN CAS DE REALISATION DE CETTE CONDITION, UN SUPPLEMENT DE PRIX DE 1.000 FRANCS PAR LOT AU-DESSUS DE 500 LOTS SERAIT VERSE A DAME X... ;

QUE LE 22 JANVIER 1969 LES DEUX PARTIES ONT COMPARU DEVANT NOTAIRE POUR REITERER LA VENTE CONCLUE SOUS SEING PRIVE, QUE L'ACTE AUTHENTIQUE A APPORTE DIVERSES MODIFICATIONS A L'ACCORD PRIMITIF EN PRECISANT NOTAMMENT QUE LAJOUS RENONCAIT A LA CONDITION SUSPENSIVE QUI N'ETAIT PAS REALISEE, QUE LA RENTE VIAGERE ETAIT PORTEE A 60.000 FRANCS PAR AN, QUE DAME X... SE RESERVAIT, SA VIE DURANT, LE DROIT D'USAGE ET D'HABITATION DE L'ENSEMBLE DES BATIMENTS ET DE LEURS DEPENDANCES AINSI QUE D'UNE PARCELLE DE TERRE D'UNE CONTENANCE DE 3 HECTARES 38 ARES 3 CENTIARES ;

QUE, LE 24 SEPTEMBRE 1970, DAME X... A FAIT ASSIGNER LAJOUS POUR DEMANDER LA RESCISION, POUR CAUSE DE LESION, DE LA VENTE DE SA PROPRIETE ;

ATTENDU QU'IL EST FAIT GRIEF A L'ARRET ATTAQUE D'AVOIR DECLARE CETTE ACTION RECEVABLE EN FIXANT A LA DATE DE L'ACTE AUTHENTIQUE LE POINT DE DEPART DU DELAI DE DEUX ANS PREVU A L'ARTICLE 1676 DU CODE CIVIL, ALORS, SELON LE MOYEN, "QUE, DANS L'ACTE AUTHENTIQUE DU 22 JANVIER 1969, QUI NE SE BORNAIT PAS A REITERER L'ACTE SOUS SEING PRIVE ET A FIXER, SANS D'AILLEURS AUCUNE CONTRADICTION AVEC CE DERNIER, LA DATE DU TRANSFERT DE PROPRIETE, ETAIT INSEREE UNE CLAUSE DONT LA VALIDITE N'A JAMAIS ETE CONTESTEE PAR LA VENDE-RESSE COMPTE TENU DU PRETENDU BUT PAR ELLE-MEME POURSUIVI ET PAR LAQUELLE, EN TERMES CLAIRS ET PRECIS", LES PARTIES, "APRES AVOIR INDIQUE QUE LAJOUS AVAIT RENONCE A LA CONDITION SUSPENSIVE, DECLARAIENT FORMELLEMENT RECONNAITRE LA REALITE DE LA VENTE INTERVENUE ENTRE EUX LE 27 DECEMBRE 1966 MOYENNANT LE PRIX CONVE-NU DANS LES CONDITIONS ENONCEES DANS L'ACTE SOUS SEING PRIVE ET LE CONFIRMANT EN TANT QUE DE BESOIN, VOULANT QUE LES CONVENTIONS ARRETEES DANS CET ACTE RECOIVENT LEUR PLEINE ET ENTIERE EXECUTION A L'EXCEPTION DE CELLES QUI FERONT CI-APRES L'OBJET DE MODIFICATION, SI BIEN QU'EN FIXANT AU MEPRIS DE LA VOLONTE DES PARTIES, FORMELLEMENT ET CLAIREMENT EXPRIMEE DANS L'ACTE AUTHENTIQUE DU 22 JANVIER 1969, A LA DATE DE CE DERNIER ACTE L'ACCORD DES PARTIES ET LA PERFECTION DE LA VENTE, LA COUR D'APPEL A DENATURE PAR REFUS D'APPLICATION LES DISPOSITIONS CLAIRES ET PRECISES DE L'ACTE

AUTHENTIQUE, DONT ELLE RECONNAISSAIT, PAR AILLEURS, QU'IL MANIFESTAIT L'INTENTION DES PARTIES ET ENGAGEAIT CELLES-CI" ;

MAIS ATTENDU QUE LA COUR D'APPEL RELEVE QUE SI L'ACTE AUTHENTIQUE DU 22 JANVIER 1969 INDIQUE QU'IL CONSTITUE LA REITERATION DE LA VENTE CONCLUE PAR ACTE SOUS SEING PRIVE DU 27 DECEMBRE 1966, IL N'EN COMPORTE PAS MOINS DES STIPULATIONS NOUVELLES PAR RAPPORT A CET ACTE AFFECTANT NOTABLEMENT LES CONDITIONS IMPOSEES A L'ACHETEUR PUISQUE LAJOUS A RENONCE A LA CONDITION SUSPENSIVE DONT DEPENDAIT L'EXISTENCE MEME DE LA VENTE ET QUE LE PRIX A ETE MODIFIE PAR L'AUGMENTATION DE LA RENTE VIAGERE ET LA RESERVE D'UN DROIT D'USAGE ET D'HABITATION AU PROFIT DE DAME X... ;

QUE LA COUR D'APPEL, SANS DENATURER LES CLAUSES DE L'ACTE AUTHENTIQUE, A PU DES LORS DECIDER QUE CET ACTE NE POUVAIT ETRE CONSIDERE COMME LA SIMPLE REITERATION DE LA CONVENTION PRIMITIVE MAIS ETAIT EN REALITE UN ACTE NOUVEAU CONSTITUANT LE POINT DE DEPART DU DELAI POUR INTENTER L'ACTION EN RESCISION ;

D'OU IL SUIF QUE LE MOYEN N'EST PAS FONDE ;

SUR LE DEUXIEME MOYEN : ATTENDU QU'IL EST ENCORE REPROCHE A L'ARRET ATTAQUE D'AVOIR DECLARE RECEVABLE L'ACTION EN RESCISION NON-OBSTANT LE CARACTERE ALEATOIRE DE LA VENTE, ALORS, SELON LE MOYEN, "QUE, D'UNE PART, LES RESULTATS DES STATISTIQUES, CERTAINS QUAND IL S'AGIT DE DETERMINER LA DUREE MOYENNE DE VIE D'UN GRAND NOMBRE DE PERSONNES, NE PEUVENT FAIRE DISPARAITRE LE CARACTERE ALEATOIRE D'UN CONTRAT AUX TERMES DUQUEL L'IMPORTANCE DES PRESTATIONS STIPULEES DEPEND DE LA LONGUEUR TOUJOURS INCERTAINE DE LA SURVIE D'UN SEUL INDIVIDU DESIGNE ET QU'EN L'ESPECE, LAJOUS, QUI S'ETAIT FONDE SUR LE TARIF DE LA CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE AVAIT SEULEMENT EU RECOURS A UN CALCUL DE PROBABILITES POUR DETERMINER LA VALEUR DE LA RENTE VIAGERE CONSTITUANT PARTIE DU PRIX DE VENTE, CE QUI CONFIRMAIT LE CARACTERE ALEATOIRE DU CONTRAT, QUE, D'AUTRE PART, IL APPARTIENT AU DEMANDEUR EN RESCISION, LORSQUE LA VENTE EST NORMALEMENT ALEATOIRE, DE DEMONSTRER QUE LE CARACTERE ALEATOIRE N'EST QU'APPARENT, ET QU'ENFIN, SELON LES CONSTATATIONS MEMES DE LA COUR D'APPEL, LE CARACTERE ALEATOIRE DE LA VENTE ETAIT DEDUIT PAR LAJOUS, EGALEMENT DU FAIT QUE DAME X... S'ETAIT RESERVEE, SA VIE DURANT, UN DROIT D'USAGE ET D'HABITATION SUR LES IMMEUBLES BATIS ET PARTIE DES IMMEUBLES NON BATIS, OBJET DE LA VENTE, SI BIEN QU'EN SE FONDANT SUR LE SEUL CALCUL DE PROBABILITES EFFECTUE PAR LAJOUS POUR DECLARER NON ALEATOIRE LE CONTRAT DU 22 JANVIER 1969, SANS PAR AILLEURS S'EXPLIQUER SUR L'EXISTENCE DU SECOND ELEMENT ALEATOIRE INVOQUE PAR CE DERNIER DANS CES CONCLUSIONS DELAISSEES ET DONT IL N'AVAIT PAS TENU COMPTE DANS SON CALCUL, LA COUR D'APPEL QUI A, CE FAISANT, INVERSE LA CHARGE DE LA PREUVE, N'A PAS DONNE DE BASE LEGALE A SA DECISION" ;

MAIS ATTENDU QUE, PAR MOTIFS PROPRES ET ADOPTION DES MOTIFS DES PREMIERS JUGES, LA COUR D'APPEL RETIENT QUE LA RESERVE DU DROIT D'USAGE ET D'HABITATION EST DE TROP MINIME IMPORTANCE POUR CONFERRER A LA VENTE UN CARACTERE ALEATOIRE, QUE SI UNE RENTE VIAGERE EST PREVUE AU PROFIT DE DAME X..., LE CONTRAT LUI-MEME PERMET DE DETERMINER LE PRIX PUISQUE LE PRIX PRINCIPAL EST FIXE A 660.000 FRANCS, LA SOMME CONVERTIE EN RENTE VIAGERE A 150.000 FRANCS ET QUE LAJOUS A LA FACULTE, AUX TERMES MEMES DE L'ACTE AUTHENTIQUE, DE S'EXONERER DU SERVICE DE LA RENTE VIAGERE EN VERSANT A UNE COMPAGNIE D'ASSURANCES OU A LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS LA SOMME NECESSAIRE POUR ASSURER A LA VENDERESSE LE SERVICE DE SA RENTE AUX ECHEANCES ET DE LA MANIERE CONVENUE ;

QU'AYANT AINSI REPONDU AUX CONCLUSIONS PRETENDUMENT DELAISSEES, SANS INVERSER LA CHARGE DE LA PREUVE, LA COUR D'APPEL A SOUVERAINEMENT DEDUIT DE CES ENONCIATIONS ET CONSTATATIONS QUE LA VENTE LITIGIEUSE NE PRESENTAIT PAS, EN REALITE, UN CARACTERE ALEATOIRE ;

D'OU IL SUIIT QUE LE MOYEN N'EST PAS FONDE ;

PAR CES MOTIFS : REJETTE LE POURVOI FORME CONTRE L'ARRET RENDU LE 26 MAI 1976 ET L'ARRET RECTIFICATIF RENDU LE 29 JUILLET 1976, TOUS DEUX PAR LA COUR D'APPEL DE TOULOUSE.